

Synthèse régionale

L'activité économique francilienne s'améliore en 2015

Séverine Kolodziej, Insee Ile-de-France, Service études et diffusion

Dans un contexte économique plus favorable en France et dans la zone euro, l'économie francilienne connaît une petite embellie en 2015.

Progression de l'emploi francilien

L'emploi salarié francilien des secteurs marchands augmente de 0,8 % en 2015 par rapport à 2014, soit l'équivalent de 31 000 créations nettes (+ 0,5 % en France métropolitaine) (figure 1). Cette évolution s'explique par la bonne tenue du secteur tertiaire marchand (hors intérim) dont les effectifs sont en hausse de 1,1 %, tirés notamment par les services aux entreprises. Le secteur de l'intérim se redresse nettement en 2015 (+ 7,1 %, soit 5 900 postes supplémentaires) après une année 2014 en baisse. En Ile-de-France, comme au niveau national, les effectifs salariés diminuent dans les secteurs de la construction et de l'industrie.

Dans ce contexte de légère hausse de l'emploi, le taux de chômage francilien est en baisse de 0,2 point en un an. Il s'élève à 8,8 % de la population active au quatrième trimestre 2015, contre 10,0 % en France métropolitaine en estimation provisoire. Le nombre de demandeurs d'emploi continue cependant de progresser en Ile-de-France (+ 5 % d'inscrits à Pôle emploi immédiatement disponibles), mais à un rythme plus modéré qu'en 2014 (figure 2). La situation

s'améliore pour les jeunes (moins de 25 ans), mais reste toujours difficile pour les plus âgés (50 ans ou plus) et pour les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an.

Le nombre d'allocataires du Revenu de solidarité active (RSA) a continué de progresser en Ile-de-France en un an (+ 4,3 % en 2015 après + 6,1 % en 2014). Cette prestation est versée à 429 800 foyers allocataires et couvre 7,5 % de la population francilienne en tenant compte des conjoints et des enfants à charge.

Hausse modérée des créations d'entreprises

Les créations d'entreprises augmentent de 1,3 % en Ile-de-France alors qu'elles diminuent en France métropolitaine (- 4,7 %). Cette hausse est due au dynamisme des créations d'entreprises individuelles hors micro-entrepreneur (+ 27,2 %). A contrario, le nouveau statut de micro-entrepreneur a suscité un moindre engouement auprès des créateurs franciliens.

Au cours de la même période, le nombre de défaillances d'entreprises est en hausse de 8,7 % par rapport à 2014.

Amélioration dans le secteur de la construction

Dans le secteur de la construction, l'activité se redresse nettement après deux

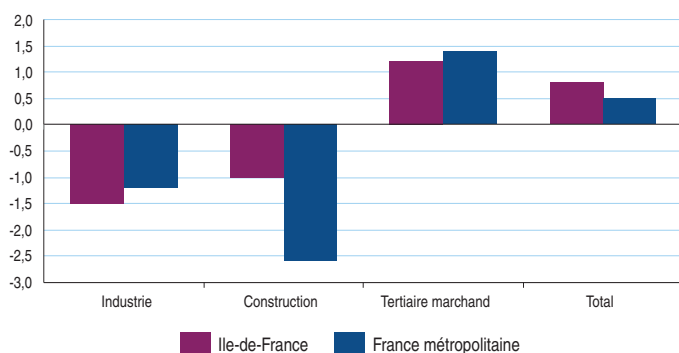
années en demi-teinte. Fin 2015, le nombre de logements autorisés à être construits dans la région est en hausse sensible (+ 12,4 % contre + 3,8 % au niveau national), tout comme le nombre de logements dont la construction a commencé au cours de cette année (+ 20,5 % contre + 4,9 % en France métropolitaine). La conjoncture est aussi plus favorable pour les locaux dont les autorisations de surfaces de plancher sont en nette progression en Ile-de-France par rapport aux douze mois précédents (+ 28,7 %). Dans la région, les ventes de logements neufs s'intensifient en 2015 (+ 10,6 %).

Une fréquentation touristique en baisse en fin d'année

En 2015, si la fréquentation hôtelière en Ile-de-France augmente en termes d'arrivées (+ 0,5 %), elle diminue en termes de nuitées (- 0,6 %). Elle se contracte surtout à Paris en fin d'année après les attentats de novembre. Les touristes français ont été plus présents cette année dans la région capitale, mais cela n'a pas été le cas des touristes étrangers (- 0,5 % pour les arrivées et - 1,3 % pour les nuitées). La fréquentation des principaux sites touristiques franciliens est orientée à la baisse. ■

1 Emploi salarié des secteurs principalement marchands

Évolution 2015/2014 (en %)

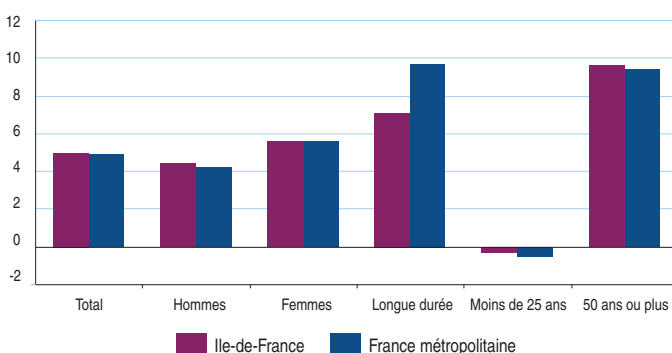


Données CVS en fin du 4^e trimestre 2015.

Source : Insee, estimations d'emploi

2 Nombre d'inscrits à Pôle emploi (catégories ABC)

Évolution 2015/2014 (en %)



Données brutes fin décembre.

Source : Dares - Pôle emploi

Cadrage national

L'économie française accélère en 2015

Camille Sutter, Insee, Division Synthèse conjoncturelle

La reprise se confirme dans la zone euro

En 2015, l'activité mondiale ralentit légèrement, du fait d'un fléchissement de la croissance dans les pays émergents. Cela résulte notamment d'un nouveau ralentissement de l'activité en Chine, et d'importantes récessions au Brésil et en Russie. Dans les économies avancées, la croissance reste en revanche robuste (+ 2,0 % après + 2,2 % en 2014). Aux États-Unis, l'activité croît solidement, au même rythme qu'en 2014 (+ 2,4 %) ; l'activité britannique reste également dynamique (+ 2,3 %). Dans la zone euro, la reprise se confirme (+ 1,6 % après + 0,9 %) et les rythmes de croissance des principales économies de la zone s'homogénéisent. Plusieurs facteurs externes favorisent l'activité européenne. D'une part, la baisse des prix du pétrole et des matières premières pèse sur l'inflation, ce qui, combiné à l'accélération de l'emploi, soutient le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur consommation. D'autre part, la dépréciation de l'euro à l'œuvre depuis mi-2014 favorise les exportations de la zone, limitant les effets d'un commerce mondial morose. En outre, la baisse des taux d'intérêt due à la politique monétaire non conventionnelle - notamment la mise en place d'un *quantitative easing* - de la Banque

centrale européenne dynamise l'investissement, et contribue à sa forte accélération, notamment en Europe du Sud.

L'économie française accélère en 2015

Dans le mouvement européen, l'économie française continue elle aussi d'accélérer en 2015 : le PIB progresse de + 1,3 % en volume, après + 0,6 % en 2014. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011.

La consommation des ménages est le principal facteur de l'accélération en 2015 (+ 1,5 % après + 0,7 %), dans le sillage de leur pouvoir d'achat. Du côté de la demande publique, la consommation des administrations publiques accélère légèrement (+ 1,4 % après + 1,2 %) tandis que le recul de l'investissement public est moins accentué qu'en 2014 (- 3,8 % après - 5,7 %). L'investissement des entreprises accélère (+ 2,8 % après + 1,6 %), tandis que le recul de l'investissement des ménages s'atténue (- 0,8 % après - 3,5 %).

Les échanges extérieurs continuent de peser sur la croissance, mais moins fortement en 2015 (- 0,3 point) qu'en 2014 (- 0,5 point). Le dynamisme des exportations est en effet plus que compensé par celui des importations. Enfin, le comportement de stockage des entreprises contribue de nouveau positivement à la croissance (+ 0,1 point).

L'emploi total augmente

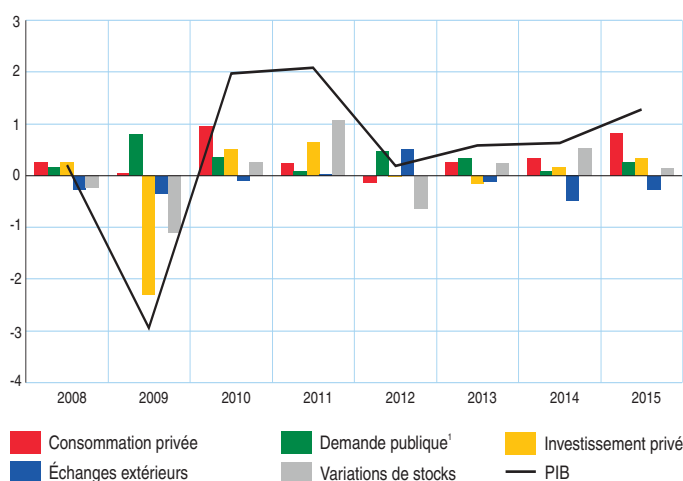
Dans le sillage de la reprise d'activité, l'emploi salarié du secteur marchand non agricole se stabilise après deux années consécutives de baisse. Grâce aux créations nettes d'emplois dans le secteur non marchand ainsi que pour les non-salariés, l'emploi total continue d'augmenter. Le taux de chômage en France entière est ainsi stable en moyenne annuelle à 10,3 %. En revanche, en glissement annuel en fin d'année, l'emploi salarié SMNA s'améliore nettement : fin 2015, l'économie française compte 102 000 emplois de plus que fin 2014 (+ 0,5 %).

Le pouvoir d'achat des ménages accélère nettement

En moyenne annuelle, l'indice des prix à la consommation stagne, en net ralentissement par rapport à 2014 (+ 0,5 %), du fait de sa composante énergétique : les prix de l'énergie se replient en effet fortement en 2015 avec la chute du cours du baril de Brent. De plus, les revenus d'activité augmentent fortement (+ 1,7 % après + 0,8 %). Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages accélère en 2015 : + 1,6 % après + 0,7 %. Cette hausse est proche de sa croissance moyenne depuis 2000 (+ 1,5 %). ■

3 Contribution des principaux agrégats à la croissance du PIB

Variation annuelle en %, contributions en points



(1) Y compris Institutions sans but lucratif au service des ménages.
Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

4 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2015	
	2013	2014	2015	En milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume
Produit intérieur brut (PIB)	0,6	0,6	1,3	2 181,1	1,3
Importations	2,1	4,7	6,6	685,0	-2,1
Consommation effective des ménages, dont :	0,7	0,9	1,6	1 540,7	1,1
- dépense des ménages	0,5	0,7	1,5	1 156,0	0,8
- dépense individualisable des administrations et des ISBLSM*	1,4	1,8	1,7	384,7	0,3
Consommation collective des administrations publiques	1,5	-0,1	1,0	182,7	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	-0,8	-0,3	1,0	469,2	0,2
- entreprises non financières	0,2	1,6	2,8	262,7	0,3
- ménages	-0,5	-3,5	-0,8	107,6	0,0
- administrations publiques	-0,7	-5,7	-3,8	75,3	-0,1
Variations de stocks (contribution à la croissance)	0,2	0,5	0,1	2,7	0,1
Exportations	1,9	3,3	6,1	654,9	1,8

*ISBLSM : institutions sans but lucratif au service des ménages.
Les séries sont présentées ici non corrigées des jours ouvrés.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010